

BEAUD Jean-Pierre et Jean-Guy PRÉVOST (sous la dir. de). *La social-démocratie en cette fin de siècle : Late Twentieth-Century Social Democracy*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 1995, 270 p.

André Joyal

Volume 28, Number 2, 1997

La paix par l'intégration ? Régionalisme et perspectives de sécurité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703745ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703745ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Joyal, A. (1997). Review of [BEAUD Jean-Pierre et Jean-Guy PRÉVOST (sous la dir. de). *La social-démocratie en cette fin de siècle : Late Twentieth-Century Social Democracy*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 1995, 270 p.] *Études internationales*, 28(2), 384–387. <https://doi.org/10.7202/703745ar>

loi sur les droits d'auteur ne protège pas les idées derrière l'expression. Pour ce qui est de l'industrie du logiciel, ceci signifie que l'on ne peut pas faire des copies d'un programme d'ordinateur, ou encore copier *verbatim* des lignes de code, mais l'on peut s'inspirer des idées d'un logiciel pour en concevoir un autre qui aurait les mêmes fonctions, mais une expression mathématique différente.

Plus particulièrement, le débat portait sur deux sujets clés : la compatibilité (« interoperability ») et la conception inversée (« reverse engineering »). Les grandes entreprises tenaient en particulier à faire en sorte que les lignes de code assurant la compatibilité des nouveaux programmes avec les systèmes opératoires puissent être protégées de la façon la plus stricte possible. Elles voulaient aussi que ceux-ci ne puissent en aucune façon être décodés. Cette protection leur aurait assuré une barrière définitive contre l'entrée de nouveaux concurrents. La bataille juridique a fait rage pendant une dizaine d'années et elle s'est terminée par des victoires successives des tenants de la position intermédiaire : en 1991 la Communauté européenne passait une réglementation en faveur de la protection souple des programmes par la loi des droits d'auteur, et en 1992 les cours américaines se prononçaient dans le même sens. La protection par les brevets reste encore possible dans certains cas (et plusieurs grandes compagnies ont obtenu des centaines de brevets pour des programmes), mais la loi est suffisamment complexe pour que seuls des avocats de grand calibre puissent convaincre des juges sur le caractère brevetable des logiciels.

Ainsi, l'industrie est restée ouverte et concurrentielle, du moins au niveau juridique. D'autres facteurs sont en train d'augmenter la concentration économique dans l'industrie (dont les coûts de la R-D, du marketing et de la rétro-ingénierie), mais la loi n'a pas été un levier de centralisation entre les mains des quelques firmes pionnières de l'industrie.

En somme, il s'agit d'un livre extrêmement bien informé sur une industrie qui croît de 20 % par an depuis vingt-cinq ans, et que nous comprenons mal parce que nos schémas de pensée – et nos statistiques – nous empêchent de l'étudier correctement. L'industrie du logiciel est le prototype même de l'industrie du futur : elle est presque exclusivement formée de connaissance. Le rôle de la législation sur la propriété intellectuelle est – et restera – une contrainte centrale dans le façonnement de ces industries.

Jorge Niosi

Département des sciences administratives  
Université du Québec à Montréal, Canada

### **La social-démocratie en cette fin de siècle : Late Twentieth-Century Social Democracy.**

BEAUD Jean-Pierre et Jean-Guy PRÉVOST  
(sous la dir. de). Québec, Presses de l'Université du Québec, 1995, 270 p.

Le regretté Olaf Palme définissait la social-démocratie comme un système socio-économique marqué par une plus grande exigence envers les nantis et par une plus grande sollicitude envers les moins favorisés. Pour sa part, Jacques Delors, au temps où il était aux commandes du ministère des Finances lors du premier mandat

de François Mitterrand, considérait que la priorité accordée à l'emploi et à la répartition des revenus caractérisait tout système social-démocrate. Les Québécois se rappelleront que le Robert Bourassa des années 70 s'identifiait comme social-démocrate alors que le René Lévesque du début des années 80 chercha à se donner la même étiquette. En fait, lorsque le parti que dirigeait ce dernier prit le pouvoir pour la première fois, il y a un peu plus de vingt ans, déjà, à travers le monde, la social-démocratie avait du plomb dans l'aile. C'est ce que démontrent en dix chapitres – dont six en anglais – une brochette de onze auteurs appartenant à différents départements de science politique. L'approche favorisée s'appuie sur l'observation des faits en Europe, au Québec et en Ontario à partir de l'expérience, dans la plupart des cas, des deux dernières décennies.

Les partis sociaux-démocrates analysés dans ce livre ont perdu le pouvoir ou sont en perte sérieuse de vitesse. Parmi les premiers, se trouve le parti socialiste français (François Mitterrand pourrait se retourner dans sa tombe en voyant ainsi étiqueté le parti qu'il a sorti de l'ombre en 1971), en compagnie du Nouveau parti démocratique ontarien et du Parti socialiste portugais. Parmi les seconds, se retrouve le parti socialiste ouvrier espagnol. À la lumière des diverses expériences, pas toujours heureuses, beaucoup s'en faut, l'ouvrage s'interroge sur l'adaptation de machines partisans social-démocrates aux conditions actuelles de la vie politique.

On le sait, les sociaux-démocrates prennent le pouvoir à l'occasion d'une crise économique et le perdent

en raison de l'obligation de composer avec les exigences de cette même conjoncture économique. Pour Alexander Macleod la social-démocratie est en panne mais le néolibéralisme ne se porte guère mieux. Ce politologue de l'Université du Québec à Montréal s'interroge sur l'avenir de la social-démocratie dans l'avant-dernier chapitre en se référant à divers auteurs pour qui la social-démocratie ne peut progresser en vertu de l'impossibilité pour les partis qui la représentent de conserver l'appui de l'électorat ouvrier tout en gagnant celui des couches moyennes. L'auteur, avec pertinence, fait remarquer que la crise fiscale de l'État complique grandement la tâche du maintien des acquis socio-économiques. Une fois au pouvoir, les sociaux-démocrates n'ont jamais d'autres solutions à proposer que celles de leurs prédécesseurs conservateurs ou libéraux. En fait, comme il est signalé, deux tentations se présentent, celle du virage à gauche et celle du virage à droite. Mis à part le virage irréflecti des sociaux-démocrates ontariens, ce sont les virages à droite dont il est question dans le chapitre. Macleod estime que la social-démocratie fait face à un double défi : le renouvellement de son discours et la nécessité de bien réfléchir sur la nature des problèmes politiques, économiques et sociaux des pays industrialisés.

Les deux premiers chapitres se rapportent aux années Mitterrand. Le premier intitulé *The Two Bankruptcies of French Socialism and the End of Social Democracy* débute par une mise en situation sur l'évolution récente de la social-démocratie. Son auteur, G. W. Ross, de Brandeis University soutient non sans pertinence, que le P.S. français est parvenu au pouvoir en

1981 avec un programme adapté qui aurait mieux paru à la fin des années 30. Les deux échecs, on l'aura deviné, se rapportent aux deux mandats présidentiels dont l'analyse se présente de façon bien détaillée. Ainsi, à titre d'illustration, en ce qui regarde la fin de règne bien peu glorieuse de celui qui fut le timonier du P.S. depuis le fameux congrès d'Épinay, on trouve même une allusion à l'intervention quasi rocambolesque de Bernard Tapie. Ceux qui s'intéressent à cette période récente de la vie politique française, seront bien servis par le chapitre de Gérard Grunberg intitulé : *Le parti socialiste français: le cycle d'Épinay (1971-1994)*. Ce chercheur parisien au CNRS raconte tout en n'utilisant qu'à deux occasions l'expression social-démocratie. Et c'est normal. Au temps où Jean-Jacques Servan Schreiber et son Parti réformateur s'inspirait de la social-démocratie, les socialistes français caressaient des ambitions bien différentes. L'auteur conclut son chapitre avec un constat qui rappelle la boutade aujourd'hui bien familière à tous : François Mitterrand, en quittant la politique a laissé son parti dans l'état où il était au moment où il l'a pris en main lors du congrès d'Épinay.

Patricia H. Craig, d'Ohio State University, dans le chapitre 4 cherche à montrer que le parti socialiste ouvrier espagnol à travers les années s'est bien éloigné de ses racines. Et s'il a eu la chance de faire face à une compétition relativement faible (avant les plus récentes élections, note du rédacteur) il n'en demeure pas moins à une croisée de chemins. Dans le chapitre suivant, Diane Éthier de l'Université de Montréal, traite à son tour du PSOE. À ses yeux, ce parti sous la direction de Felipe Gonzalez est devenu multi-

classiste (sic), technocratique, pragmatique et centriste. C'est toutefois le Mouvement panhellénique socialiste (PASOK) d'Andréas Papandréou qui retient surtout l'attention dans ce chapitre. Ce parti serait demeuré fondamentalement nationaliste et populiste avec un accroissement du rôle de l'État pour la période 1981-86.

Les quatre chapitres suivants nous conduisent en terrain plus familier : le Québec et l'Ontario. Avec André Bernard, de l'UQAM, c'est une analyse des deux premiers mandats du Parti québécois que le lecteur se voit offrir. Rien n'échappe à l'auteur durant cette période (1976-1985) plutôt riche en événements. Les quelque quarante-cinq notes de bas de page, qui occupent, non seulement le bas, mais plus de la moitié de certaines pages, ne rendent pas de tout repos la lecture de ce chapitre. Disons que l'auteur a voulu prouver qu'il était bien documenté. Avec raison, celui-ci estime que le premier mandat a été marqué par des pratiques typiques des gouvernements sociaux-démocrates. Ensuite, à l'instar de ce qui a pu s'observer ailleurs, ce fut une tout autre histoire. Une tentative d'explication des écarts entre les réalisations et les engagements ne manquent pas d'intérêt. Cependant, d'aucuns trouveront bien contestable l'opinion de l'auteur voulant que la défaite de 1985 découlerait en grande partie du désaveu qu'aurait signifié un électorat favorable au monde syndical. Ce point de vue accorde trop peu d'importance à un besoin d'alternance qui caractérise un électorat somme toute bien peu attaché aux valeurs syndicalistes et qui, comme partout ailleurs, trouve mille et une raisons pour voter contre un parti au pouvoir depuis neuf ans.

Si la documentation ne manque pas sur les premières années de pouvoir du Parti québécois, il en va autrement pour l'expérience social-démocrate plus récente qu'ont connue ou subie les citoyens de la province voisine. Comment un dirigeant aussi sympathique et intelligent que peut l'être Bob Rae peut-il, en si peu de temps, avoir plongé sa province dans des difficultés que l'on n'aurait jamais pu soupçonner? Pour y voir clair, le chapitre de Jane Jennson et de Rianne Mahon respectivement de l'Université de Montréal et de Carleton est d'un apport très intéressant. Les deux auteurs montrent bien que le Nouveau parti démocratique a remporté les élections (contre toute attente profitant d'une lutte à trois) sans un véritable programme officiel et sans une organisation dotée de possibilités de mobilisation de l'électorat au moment de procéder à des choix aussi impopulaires que nécessaires. Les infortunes de ce parti se trouvent également commentées dans un chapitre subséquent sous la plume d'Andrew Brian Tanguay de l'Université Wilfrid Laurier qui en profite pour évoquer rien de moins que la faillite de la social-démocratie au Canada. Mais c'est au rapprochement que fait l'auteur avec les infortunes du Parti québécois que le lecteur portera surtout son attention. L'évaluation de ce parti par un observateur « étranger » ne manque pas d'intérêt. En conclusion, l'auteur, comme beaucoup d'autres, se demande si l'un et l'autre de ces deux partis et tout autre parti ayant les mêmes racines, ne sont pas destinés à trahir les espoirs de la classe laborieuse qui les porte au pouvoir.

Le huitième chapitre, sous la plume anglophone de Jacqueline Praud, can-

didate au doctorat à l'Université de Toronto, nous éloigne quelque peu du sujet en traitant exclusivement de l'action positive en faveur des femmes sous le règne des néo-démocrates ontariens. Enfin, le dixième chapitre, toujours dans la même langue, sous la responsabilité de Leo Victor Panich de l'Université York, représente une sorte de conclusion de l'ensemble de l'ouvrage. On y trouve une interrogation sur ce que pourrait être l'après social-démocratie après une sorte de constat d'échec qui laisse peu d'espoir à des retours possibles. Ce n'est pas de gaieté de cœur que l'auteur termine sur la nécessité d'être plus vigilants que jamais car dans le contexte actuel de mondialisation, le capitalisme ne fera pas de cadeau à ceux qui en aurait le plus besoin.

Un ouvrage intéressant, qui compte fort peu de répétitions si ce n'est sous la forme d'un consensus entre les différents auteurs qui ne pêchent sûrement pas par manque de lucidité. Comme eux, après la lecture de cet ouvrage, on a envie de demeurer social-démocrate malgré tout. Il est toujours permis de rêver.

André JOYAL

*Professeur d'économie  
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada*

### **Les Relations internationales de 1945 à nos jours. 6<sup>e</sup> éd.**

*COLARD, Daniel. Paris, Masson &  
Armand Colin Éditeurs, 1996, 414 p.*

Avec cet ouvrage, D. Colard nous livre la sixième édition de ce manuel de *Relations internationales* dont la première est parue en 1977. Divisé en quatre parties et treize chapitres, cet